Libérer la parole

Octobre 2017 : #balancetonporc

Octobre 2018 **#pasdevague**

L'indicible explose. Pour dénoncer la violence.

Bien sûr, tous les hommes ne sont pas des porcs. Tous les élèves ne sont pas violents. Tous les personnels de direction ne fuient pas les responsabilités. C'est même plutôt l'inverse.



Quel est le problème ?

Certains hommes ne respectent pas les femmes.

Certains élèves ne respectent pas les profs.

Les personnels de direction n'ont pas la solution à tous les problèmes de violence.

Où est la violence?

La France n'a toujours pas voté de loi qui interdise <u>la violence éducative ordinaire</u>. N'estce pas un point de départ essentiel pour <u>lutter contre toute violence</u>? En 2016, 27 000 plaintes pour violences physiques ou sexuelles au sein de la famille ont été enregistrées. Des enfants meurent chaque jour. Pas à l'école mais dans leur famille! Qui connaît le hashtag pour lutter contre ça? Le prix de l'essence mobilise plus que ce drame.

Et les enfants qui ont faim, froid, qui manquent de sommeil, qui vivent dans le chaos, qui manquent d'attention et d'amour : ces maltraitances sociales, familiales, physiques et psychologiques ne peuvent qu'engendrer de la violence.

La violence serait en nous, aussi. Il faut apprendre à la dompter, lutter contre notre besoin de boucs émissaires, contre nos crises d'identité.

Et la violence à l'école ?

Respecte-t-on le rythme de l'enfant ? De longues journées, épuisantes, dans le bruit. <u>Des objectifs d'apprentissage</u> toujours plus ambitieux qui mettent de plus en plus d'élèves en échec. Une attention portée en priorité sur les erreurs (les fautes !) et non sur les progrès... Les mauvaises notes, <u>les punitions</u>. Les élèves qui se comportent mal entre eux. Les profs qui n'ont plus la force de puiser dans leur patience pour éviter la malveillance. #BalanceTonProf existe. Mais heureusement <u>#LesProfsDeMaVie</u> ont davantage de succès.

Que la violence se retrouve dans les classes n'est donc pas étonnant. Et c'est une double peine quand l'enseignant qui se fait agresser n'est pas soutenu par sa hiérarchie. Mais les chefs d'établissement ne sont pas plus responsables que les enseignants des attentes démesurées de l'Éducation nationale. Si l'implication et le travail que demande le métier d'enseignant sont souvent ignorés, dévalués, c'est encore pire en ce qui concerne le métier de chef d'établissement. Il existe aussi des professionnels qui ne sont pas très pros, comme partout. Mais ceux-là ne doivent pas cacher tous les autres. Comme un acte de violence ne doit pas laisser penser que la violence est partout. Et la pression sur l'école est telle, que chacun, à tous les niveaux, de l'inspecteur au personnel de direction, de l'enseignant à l'AESH, de l'élève à ses parents, peut en souffrir.

Quelles solutions?

- Tenir un registre des incidents... qui existe déjà.
- Faciliter les conseils de discipline pour exclure davantage... C'est soigner la violence par la violence ; de cette façon, elle diminuera.
- Multiplier les centres éducatifs fermés ou créer des structures similaires, tenues par les militaires... pour rassembler les élèves les plus indisciplinés : ainsi, ils auront de bons exemples à suivre.
- Intégrer éventuellement les forces de l'ordre dans les établissements... mais supprimer des postes d'enseignants, rester dans la pénurie de médecins scolaires, de psychologues et de travailleurs sociaux, utiliser les assistants d'éducation pour remplacer les professeurs.
- Donner des lignes, « ça marche très bien »... oui, quand l'écriture est une punition, on provoque <u>le dégoût de l'écriture</u>. Et parfois même de l'école. De plus, les lignes sont interdites depuis le XIX^e siècle. Mais c'est bien connu : c'était mieux avant !

Poudre de perlimpinpin que ces solutions, donc ! Et qui donnent juste envie de prendre la poudre de cheminette, pardon, d'escampette ! Car LA solution ne peut se réduire à la

répression : <u>Éduquer sans sanctionner</u>, c'est aussi possible.

Pas de baguette magique pour résoudre un problème si complexe. Les réponses dérisoires du ministre ne reflètent que son désarroi bien compréhensible.

Une vraie refondation de l'école serait nécessaire pour agir sur les causes profondes de la violence. Mais est-ce possible ? Si chaque ministre détricote l'ouvrage <u>de son prédécesseur</u> ? Améliorer notre Éducation nationale pour une société plus sereine nécessite du temps. Un temps long, comme l'apprentissage. Comme toute construction.

Une chronique de Claire Nunn